

RECENSEMENT / Le ministère de l'Agriculture a dévoilé le 10 décembre les résultats du recensement agricole pour l'année 2020. Ils marquent une poursuite des tendances à l'oeuvre sur la décennie 2000.

Recensement 2020 : ce qu'il faut retenir

Rappelons d'abord que cette campagne de recensement, réalisée du 1er octobre 2020 et le 15 mai 2021, recelait quelques nouveautés méthodologiques. Il s'agissait de la première collecte à avoir été réalisée en partie en ligne et à intégrer le territoire de Mayotte, où la surface moyenne d'une exploitation ne dépasse pas 1,4 ha. Ce travail réalisé tous les dix ans aura mobilisé 1 500 enquêteurs.

Les exploitations de grandes cultures toujours plus majoritaires

Avec 389 000 exploitations recensées, la baisse du nombre de structures se poursuit mais ralentit de nouveau. L'effectif est en diminution de 21 % sur la décennie alors qu'il avait diminué de 26 % entre 2000 et 2010, et de 35 % entre 1988 et 2000. Comme il y a dix ans, cette baisse touche davantage

les exploitations d'élevage (-31 %) que celles spécialisées en production végétale (- 9 %), malgré le recul du nombre de structures viticoles (- 11 %) et arboricoles (- 6 %). Le seul type d'exploitation à connaître une croissance en valeur absolue est l'ensemble constitué par l'horticulture et le maraîchage (+ 1 %).

Le mouvement d'ensemble marque donc une poursuite de la spécialisation des exploitations puisque le nombre d'exploitations en polyculture polyélevage est en net recul (- 18 %), tout comme celles qui conjuguent bovins viande et bovins lait (- 41 %). Avec une baisse de seulement 3 % de ses effectifs, l'exploitation spécialisée dans les grandes cultures reste la plus représentée au sein de la Ferme France, fortes de 112 000 structures. En parallèle, le recensement marque une mutation des pratiques agronomiques et

comerciales. Le nombre d'exploitants vendant en circuits courts a progressé de 5,6 % pour atteindre près d'un quart des structures (23,1 %). Même mouvement pour les signes officiels de qualité ou d'origine (Siqo), commercialisés par plus d'un quart des agriculteurs (27,3 %). En dix ans, la part des exploitations en agriculture biologique a triplé, passant de 4 à 12 %.

Les exploitations continuent de croître

La surface agricole utile française s'est stabilisée à 26,7 millions d'hectares, après une légère baisse de 1 % dans les années 2010. Mécaniquement, la taille moyenne des exploitations continue de progresser.

En 2020, elles mesuraient en moyenne 89 hectares, soit 14 hectares de plus qu'en 2000, résume le ministère. Et de rappeler que la surface reste com-

parable à celles de nos voisins européens (ex. 81 hectares au Royaume-Uni) et inférieure à celles des fermes américaines (ex. 178 hectares aux Etats-Unis).

En raison d'une concentration plus rapide, les augmentations de surfaces sont plus rapides en élevage. Les élevages laitiers mesurent désormais 106 hectares en moyenne, contre 78 en 2010. Si bien qu'ils ont dépassé la taille moyenne des exploitations de grandes cultures (87 hectares en moyenne). Les élevages de bovins viandes restent les plus étendus en moyenne à 123 hectares.

En parallèle, l'emploi a également continué de baisser, de 12 % (en équivalent temps plein) soit un peu moins vite que le nombre d'exploitations agricoles, signe d'une augmentation du nombre d'actifs par ferme. 759 000 personnes occupent un emploi perma-

nent dans les exploitations agricoles (583 000 ETP). En parallèle, la part des salariés continue de progresser, pour atteindre 139 000 ETP. Le nombre de saisonniers est quant à lui en légère baisse, à 76 000 ETP.

La part des femmes cheffes, coexploitantes ou associées actives est encore en recul (-0,5 %) sous l'effet de l'érosion du modèle d'exploitation familiale gérée en couple. Le niveau de diplôme des chefs d'exploitation et coexploitants a continué de grimper : 55 % d'entre eux ont un diplôme au moins égal au baccalauréat, contre 38 % en 2010.

Les chefs d'exploitation continuent de vieillir. Un quart d'entre eux ont plus de 60 ans, contre 20 % en 2010. C'est la tranche de population dont l'effectif croît le plus, celle des moins de 39 ans restant stable.

(Source Agreste)

Les chiffres du Gers

Dans le Gers, les grandes tendances nationales se retrouvent mais atténuées.

Ainsi, la baisse du nombre d'exploitation, qui passe de 7 810 à 6 678, n'est que de 16 % sur la période, soit 5 points de moins que sur la décennie précédentes.

En revanche, comme au plan national, la baisse affecte principalement les exploitations d'élevage, qu'il s'agisse des bovins ou des monogastriques, et le système traditionnel de polyculture élevage poursuit son érosion.

On observe une relative stabilité sur le nombre d'exploitations spécialisées en grandes cultures, viticulture, maraîchage et fruits, et petits ruminants.

La Surface Agricole Utile reste également constante après une tendance à la baisse marquée entre 1988 et 2010. Elle occupe, en 2020, 71 % du territoire.

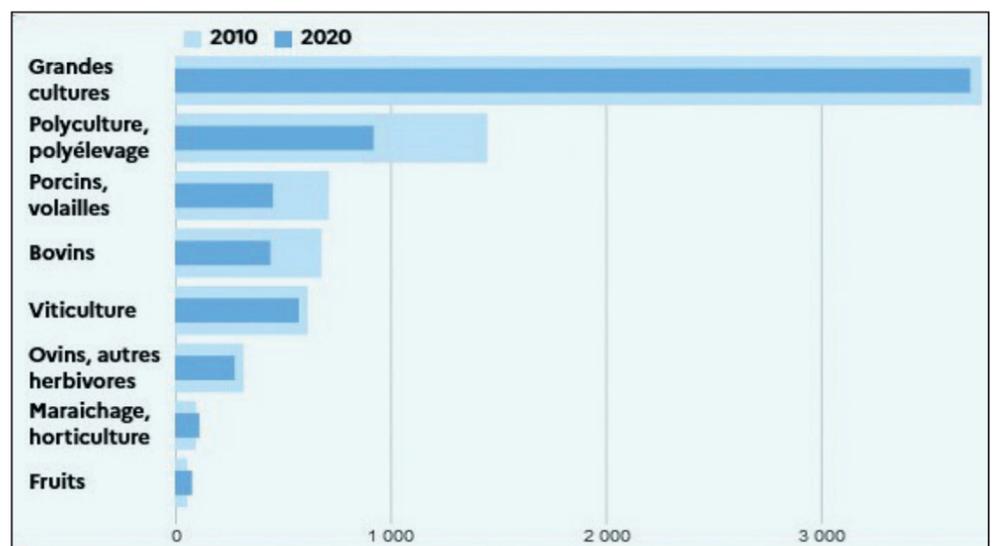
En conséquence, les exploitations agricoles poursuivent leur agrandissement avec une SAU moyenne qui passe de 57 ha à 67 ha, encore très inférieure à la moyenne française qui s'établit à 89 ha en 2020.

L'emploi agricole, exprimé en équivalent temps plein, baisse de 10 % sur la période, et comme au niveau national cette baisse est moins importante que celle des exploitations agricoles. L'emploi agricole est occupé essentiellement par des exploitants ou des co-exploitants, et on peut souligner que l'emploi salarié augmente sensiblement tant en proportion qu'en valeur (+ 32 %).

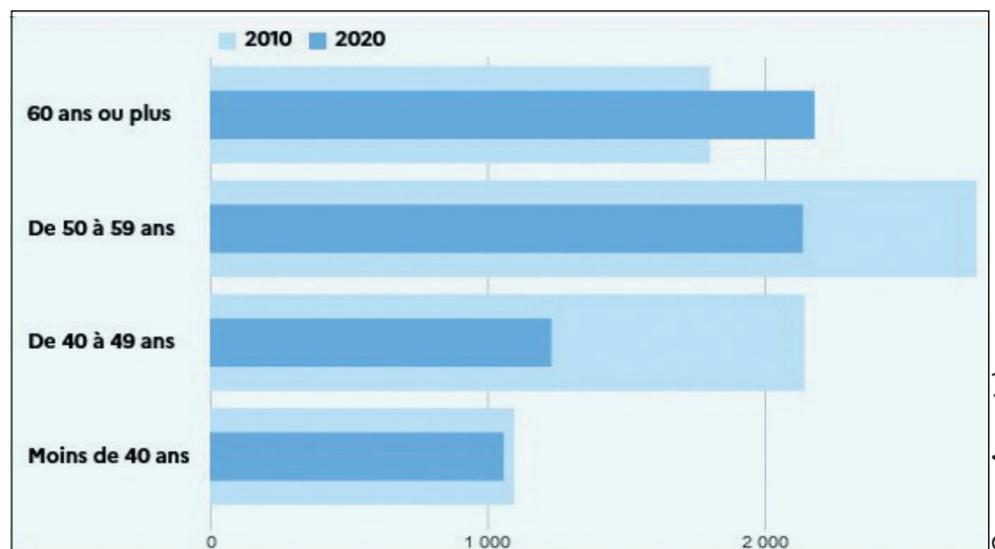
Le vieillissement des chefs d'exploitations gersois se poursuit, un tiers d'entre eux ayant plus de 60 ans, contre 23 % en 2010. C'est la seule tranche d'âge qui augmente en valeur !

On peut relever tout de même que celle des moins de 40 ans reste stable.

Evolution du nombre d'exploitations par spécialisation



Evolution du nombre d'exploitations selon l'âge du chef d'exploitation



(Source Agreste)